

**Unité bidépartementale
Eure Orne**

Alençon, le 5 juin 2023

Nos références : 61 / 2023 – 065

Mél : ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 02 33 32 50 93

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME

ROUTE DE REMALARD
61130 Belforêt-en-Perche

Code AIOT : 0005302641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME implanté ROUTE DE REMALARD SERIGNY 61130 Belforêt-en-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La coopérative de Bellême est spécialisée dans le stockage de céréales et d'engrais. Elle exploite 10 sites tous situés dans l'Orne.

Les sites de Belforêt-en-Perche et Saint-Hilaire-le-Châtel sont soumis au régime de l'autorisation de la nomenclature des installations classées pour leurs silos. Leur exploitation est respectivement encadrée par :

- un arrêté préfectoral d'autorisation du 15 décembre 2004 complété les 6 octobre 2008 et 11 octobre 2013 ;
- un arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juin 2000 complété le 6 octobre 2008.

Par arrêtés préfectoraux du 24 février 2014 (site de Belforêt-en-Perche) et du 5 septembre 2013 (site de Saint-Hilaire-le-Châtel), l'exploitant a été mis en demeure de respecter plusieurs des prescriptions des arrêtés préfectoraux d'autorisation précités. Lors des inspections du 22 avril 2021, il a été constaté que les non-conformités relatives à la conformité électrique des installations et à la protection contre la foudre n'étaient toujours pas respectées pour les deux sites. Deux arrêtés préfectoraux d'astreinte administrative ont été signés le 23 juin 2021, intégrant des délais de carence. L'exploitant a pu justifier de la conformité électrique des installations en juillet 2021 mais du retard a été accusé en ce qui concerne les travaux de protection contre la foudre, déclenchant la sanction financière.

Lors d'une visite le 19 octobre 2021, il a été constaté que les travaux d'installation des parafoudres étaient réalisés sur les deux sites, les travaux concernant les paratonnerres étant en suspens en raison de travaux préalables nécessaires sur les toitures. Depuis, l'exploitant a confirmé la réalisation des travaux et a transmis, par courriel du 9 août 2022 :

- les dossiers des ouvrages exécutés de l'installateur INDELEC (travaux réalisés en février 2022) ;
- les attestations d'installation en conformité INDELEC du 10 juin 2022 ;
- les rapports de vérification initiale (APAVE du 16 mai 2022).

L'inspection vise à constater la conformité des installations de protection contre la foudre et à définir les suites à donner à l'arrêté d'astreinte administrative. Seul le site de Belforêt-en-Perche a fait l'objet d'une visite des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME
- ROUTE DE REMALARD SERIGNY 61130 Belforêt-en-Perche
- Code AIOT : 0005302641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en conformité en ce qui concerne la protection contre la foudre suite aux arrêtés de mise en demeure du 24 février 2014 (Belforêt-en-Perche) et du 5 septembre 2013 (site de Saint-Hilaire-le-Châtel)
- Etat des arrêtés d'astreinte administrative du 23 juin 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de cette inspection, il a également été constaté la pose d'une clôture en partie sud-ouest du site, à proximité des garages (demande suite à l'inspection du 22 avril 2021).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection contre la foudre	Site de Belforêt-en-Perche AP de Mise en Demeure du 24/02/2014, article 1	Levée d'astreinte
2	Protection contre la foudre	Site de Saint-Hilaire-le-Châtel AP de Mise en Demeure du 05/09/2013, article 1	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats effectués lors de cette inspection que l'exploitant a procédé aux travaux permettant de justifier de la protection contre la foudre des installations de Belforêt-en-Perche et Saint-Hilaire-le-Châtel, répondant ainsi à l'article 1 des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 24 février 2014 et du 5 septembre 2013. **L'exploitant devra toutefois justifier, dans les meilleurs délais, de la prise en compte des observations formulées lors de la visite initiale des installations de protection.** La levée des arrêtés d'astreinte ne pourra être proposée qu'après réception de ces derniers éléments.

Toutefois, considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti aux mises en demeure précitées, conformément aux articles L. 171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé une mise en liquidation partielle des arrêtés préfectoraux du 23 juin 2021 rendant l'exploitant redevable d'une astreinte financière de 100 € par jour à compter du 9 août 2021, jusqu'aux constats opérés lors de l'inspection du 19 octobre 2021, pour chacun des deux sites.

L'exploitant ayant justifié de retards indépendants de sa volonté en raison de la période estivale, il est proposé que le décompte commence à compter du 30 août 2021.

Mise en liquidation partielle de l'astreinte, sur la base de 100 € journaliers entre le 30 août 2021 et le 18 octobre 2021 (veille de l'inspection du 19 octobre 2021) inclus, soit $50 \times 100 = 5\,000$ € pour chacun des deux sites.

Il sera proposé au préfet l'abrogation des arrêtés d'astreinte administrative dès confirmation du règlement des montants précités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre – Site de Belforêt-en-Perche

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/02/2014, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Coopérative agricole de Bellême, dont le siège social est situé route de Rémalard à Sérigny, exploitant des installations classées sur le site sis à la même adresse est mise en demeure, en application de l'article L. 514-1 du Code de l'environnement : Sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté : De respecter les dispositions relatives à la protection contre la foudre, définies à la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : L'exploitant a justifié de la réalisation des études suivantes : <ul style="list-style-type: none">- analyse du risque foudre (ARF) : rapport SOCOTEC n°9297/14/4541 ;- étude technique (ET) : rapport SOCOTEC n°92860/21/1713. Le rapport d'exécution des travaux a été transmis (rapport INDELEC DOE n°IMP023.QLF.04) accompagné de son procès-verbal d'installation du 10 juin 2022. Le rapport de vérification initiale (rapport SOCOTEC 92860/22/2373 du 16 mai 2022) fait état de 3 observations : <ul style="list-style-type: none">- le conducteur de terre au sol n'est pas fixé (bâtiment 8) ;- absence de compteur d'impact de coup de foudre sur le conducteur de descente de prise de terre n°1 (pointe simple silo 18) ;- valeur de mesure prise de terre supérieure à 10 ohms au niveau de la prise n°5.2 (silo 18). Le bureau d'étude recommande également la réalisation de campagnes d'entretien des puits de terre afin de permettre les mesures lors des vérifications postérieures. Lors de la visite des installations, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">- qu'un compteur d'impact avait été installé,- que la descente de terre du silo 18 n'était toujours pas fixée ;- que le couvercle d'une des protections des raccords de terre n'était pas étanche (voir photos ci-après). <u>Demande 2023-1 : L'exploitant devra justifier, dans les meilleurs délais de la prise en compte des observations de l'organisme de contrôle. La levée de l'arrêté d'astreinte ne pourra être proposée qu'après réception de ces derniers éléments.</u>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte



Site de Belforêt en Perche – Couverture de protection d'une prise de terre déboîté

N° 2 : Protection contre la foudre – Site de Saint-Hilaire-Le-Châtel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/09/2013, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Coopérative agricole de Bellême, dont le siège social est situé route de Rémalard à Sérigny, exploitant des installations classées sur le site sis route de Moulins La Marche à Saint-Hilaire-Le-Châtel est mise en demeure, en application de l'article L. 514-1 du Code de l'environnement :</p> <p>Sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>De respecter les dispositions relatives à la protection contre la foudre, définies à la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Constats : L'exploitant a justifié de la réalisation des études suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse du risque foudre (ARF) : rapport SOCOTEC n°9297/14/4179 ; - étude technique (ET) : rapport SOCOTEC n°92860/21/3376. <p>Le rapport d'exécution des travaux a été transmis (rapport INDELEC DOE n°IMP023.QLF.04) accompagné de son procès-verbal d'installation du 10 juin 2022.</p> <p>Le rapport de vérification initiale (rapport SOCOTEC 92860/22/2372 du 16 mai 2022) fait état de 2 observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de compteur d'impact de coup de foudre sur le conducteur de descente de prise de terre n°1 (pointe simple entre silos 4 et 5) ; - valeur de mesure prise de terre supérieure à 10 ohms au niveau des prises n°1.1 et 1.2 (entre silos 2 et 3). <p>Demande 2023-2 : <u>L'exploitant devra justifier, dans les meilleurs délais, de la prise en compte des observations de l'organisme de contrôle. La levée de l'arrêté d'astreinte ne pourra être proposée qu'après réception de ces derniers éléments.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte